

Baromètre des partis orageux à moyen et long termes

LUC VAN CAMPENHOUDT

éditorial
LAREVUENOUVELLE - AVRIL 2011

Tous les trois mois, *La Libre* et RTL livrent leur baromètre politique. De décembre 2010 à mars 2011, le PS a plongé de 5 % en Wallonie et le CDH de plus de 4 %, ce qui représente proportionnellement une chute bien plus forte. En Flandre, la N-VA grimpe encore. Ces écarts sur le court terme appellent des interprétations sur le court terme. Vainqueurs des dernières élections, le PS et la N-VA ne parviennent pas à transformer l'essai ; pour le premier, c'est un échec, pour le second, une sorte de succès. Avec un électorat de plus en plus versatile et flottant, il ne s'en faut pas de beaucoup pour modifier la donne à court terme : une négociation qui s'enlise par ci, une catastrophe écologique par là, un changement à la tête d'un parti ici, une succession qui tarde là-bas...

Mais que représentent ces chiffres au regard des tendances à moyen et long termes de l'espace politique ? Jetons un rapide coup d'œil dans le rétroviseur d'abord et un regard hardi vers la ligne d'horizon ensuite.

Pour résumer grossièrement les choses, cinq grands enjeux de société et conflits politiques ont déterminé le destin des partis depuis d'Indépendance : premièrement, le conflit sur la place de l'Église dans la société, qui fit les beaux jours du Parti libéral durant la plus grande partie du XIX^e, avant que le monde catholique s'organise efficacement ; deuxièmement, la question sociale qui vit l'essor du Parti socialiste, ex-POB (concurrencé un temps par le Parti communiste) et des partis sociaux-chrétiens jusqu'aux années soixante ; troisièmement, l'exigence de redressement économique dans le contexte de crise et de « déclin wallon » dans les années soixante et septante, qui relança les libéraux au détriment des socialistes et des sociaux-chrétiens ; quatrièmement,

l'enjeu environnemental, révélé au grand public par quelques catastrophes mémorables, auquel est liée la naissance d'Écolo ; et enfin, le tenace conflit communautaire et l'enjeu des structures institutionnelles qui ont amené la création de partis communautaires dans les années cinquante et soixante, notamment le FDF et le Rassemblement wallon, et conduit au succès aussi rapide que déterminant de la N-VA en Flandre.

Mais les enjeux évoluent et se déplacent au fil du temps, en fonction des transformations internes de la société belge et des changements qui touchent son environnement socioéconomique, géopolitique et naturel.

Le conflit entre le monde catholique et le monde laïque s'est déplacé autour de l'enjeu de la place des minorités ethniques et religieuses dans la société et dans l'espace politique, dans un contexte d'inégalité et d'instabilité au niveau mondial (en particulier en Afrique du Nord et subsaharienne et dans l'ex-URSS) propice aux pressions migratoires. Entre les positions laïques (et catholiques) pures et dures qui se focalisent sur l'islam et les positions communautaristes imperméables à la modernité démocratique, les partis peinent à définir une vision forte et claire de ce que pourrait être une société démocratique, moderne, européenne, multiculturelle et multiethnique.

La question sociale s'est déplacée autour de nouvelles formes d'inégalité, en gros entre les gagnants et les largués de la mondialisation et de la révolution technologique ; entre les « globaux » anglicisés et les « locaux » vernaculaires, les mobiles et les immobiles¹, ceux qui font des Erasmus ou des post-doctorats à l'étranger et ceux qui peinent sur les bancs des écoles à discrimination positive ; entre ceux qui, voyageurs impénitents ou non, ont une solide base quelque part et ceux qui sont de nulle part, réfugiés, roms ou sans domicile fixe. Pour une large part, les nouveaux « damnés de la Terre » ne sont plus dans les manufactures, ne sont pas syndiqués et ne peuvent même pas voter. Parmi les Belges eux-mêmes, la pauvreté touche majoritairement des femmes, souvent seules avec leurs enfants.

Les manettes du développement économique semblent de moins en moins nationales et ne mettent plus les travailleurs et les consommateurs face à des dirigeants nationaux. La plupart des grands patrons de l'industrie et de la finance nichent désormais au sommet de gratte-ciels, quelque part à Manhattan, à la City, à la Défense... ou aux bien nommées îles Caïman. Chaque jour apporte la preuve que beaucoup d'entre eux s'occupent bien mieux de leur propre portefeuille et parachute qu'ils ne maîtrisent le destin de leurs entreprises et ne se soucient du sort de leurs salariés.

L'enjeu environnemental est enfin reconnu par tous. Mais au prix de quels dégâts déjà ! Et sans que les mesures prises ou prévues soient à la hauteur des craintes

1 Boltanski L., Chiapello E., *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999, p. 465.

bien fondées pour les générations futures. Ce n'est rien moins que le mode de vie et le mode de développement qui sont en cause, dans un contexte où des intérêts nationaux, privés et même particuliers sont immenses et où ceux qui les incarnent (peuples et dirigeants des économies émergentes, élites économiques et politiques, et tout un chacun : voyageurs aériens *low cost*, consommateurs et automobilistes ordinaires...) sont peu enclins à y renoncer.

Empoisonnant la vie politique depuis des décennies, le conflit communautaire est entré dans une phase critique, la « lutte finale », le « grand soir » pour certains. D'une manière ou d'une autre, les structures institutionnelles vont changer de fond en comble, obligeant Wallons et francophones à ne plus compter quasiment que sur eux-mêmes.

L'histoire a montré qu'à chaque époque, les partis qui réussissent sont ceux qui parviennent *primo*, à se positionner clairement par rapport aux enjeux conflictuels du moment et à incarner des projets forts; *secundo*, à convaincre suffisamment d'électeurs qu'ils sont en mesure de défendre au mieux leurs intérêts concrets en lien avec ces enjeux; *tertio*, à conduire mieux que d'autres le conflit contre les forces jugées responsables des problèmes.

Par rapport aux enjeux actuels et à moyen terme, il est structurellement improbable que le rapport de force entre les partis ne connaisse pas, dans un avenir rapproché, des modifications significatives. Des recompositions, fusions, divisions internes et nouvelles alliances sont prévisibles, accélérées par les événements à venir. De nouveaux partis, plus ou moins crédibles, tenteront certainement d'exister. À priori, certains partis actuels sont mieux placés que d'autres, mais les conditions objectives ne déterminent jamais mécaniquement la réalité future. À des degrés divers, tous devront entreprendre un travail doctrinal de fond, qui ne se contente pas de mettre des mots nouveaux sur d'anciennes recettes. Dans un contexte de désaffiliation partisane des citoyens, c'est surtout le rapport du politique à ces derniers ainsi qu'aux mouvements sociaux et culturels émergents que les projets devront repenser en profondeur. De là dépendra la position de chaque parti dans les futurs baromètres.

Pression atmosphérique orageuse à moyen et long termes. ■